

Compte-rendu de l'atelier du 24 mars 2007 :
La survivance des éléments de culture de paix en temps de guerre :
l'exemple de la Seconde Guerre mondiale

Lieu : Université Paris IV-Sorbonne, Centre Malesherbes / Maison de la Recherche (Paris)

Discutants: Bernd WEGNER (Hambourg); Fritz TAUBERT (Paris XII)

Langues de travail: français et allemand

Coordination scientifique : J.-P. CAHN (Paris IV) ; F. KNOPPER (Toulouse 2) ; A.-M. SAINT-GILLE (Lyon 2).

* * * * *

Le premier exposé a été présenté par Hélène CAMARADE (Maître de conférence, Bordeaux 3) sur « **L'image de la Russie dans les lettres et les carnets de guerre de Willi Graf et Hans Scholl : une image positive de l'altérité comme un élément de culture de paix en temps de guerre** ».

Résumé de l'intervention :

En temps de guerre, la propagande a entre autres pour but de propager une image négative des nations dites ennemies. Déjà bien avant le déclenchement de la guerre, le Troisième Reich s'est illustré par une telle propagande virulente et haineuse. Si cette image fortement négative de l'altérité fait donc partie intégrante de la stratégie de guerre, on peut s'interroger sur l'émergence d'une image de l'altérité non-conforme à la propagande, qui pourrait être considérée comme la survivance d'un élément de culture de paix entre 1939 et 1945.

Willi Graf et Hans Scholl, tous deux membres du mouvement étudiant de la Rose Blanche, ont une image positive de la Russie qui n'est ni représentative de celle des soldats allemands ordinaires, ni de celle de la majorité des résistants allemands. Cette image est influencée par leur expérience au sein des ligues de jeunesse (« Bünde »), puis par leur ami Alexander Schmorell, autre membre de la Rose Blanche, née de mère russe et parlant cette langue. L'un des objectifs de notre travail consistera à vérifier si l'image qu'ils se font de la Russie avant leur séjour sur le front russe est confirmée par leur expérience personnelle. Willi Graf effectue en effet deux séjours sur le front de l'Est, l'un de mi-mars 1941 à avril 1942, alors qu'il ne

connaît pas encore les autres membres du groupe, puis un second, de fin juillet à novembre 1942, en compagnie de Scholl et Schmorell, dans le cadre de leur stage pratique de médecine.

Les sources utilisées sont pour Willi Graf les lettres de son premier séjour sur le front et les lettres et le carnet de guerre de son deuxième séjour¹. En ce qui concerne Hans Scholl, on dispose principalement de ses lettres et d'un petit carnet de guerre². Pour ces deux soldats, lettres et carnets offre une complémentarité entre le compte-rendu factuel et la perception subjective des événements.

Lors du séjour de l'été et l'automne 1942, les étudiants fraternisent avec la population civile et quelques prisonniers russes. Nous étudierons les vecteurs de ce rapprochement, qui sont principalement la foi chrétienne, la musique, la nature, la langue et la littérature. Les étudiants ont le sentiment qu'ils partagent avec les croyants russes le destin de vivre sous le joug d'un régime antichrétien. Ils éprouvent de la compassion pour les souffrances endurées. Ils partagent avec certains Russes des moments privilégiés, des journées de pêche, des veillées au cours desquelles on chante et on danse. Leur volonté de vraiment communiquer avec la population les pousse à apprendre la langue. Ils relisent la littérature russe, et notamment Dostoïevski, qu'ils disent redécouvrir et désormais vraiment comprendre. Ils cherchent à s'approprier la culture russe qui semble correspondre à l'image romantique qu'ils en ont, mais qui devient également une sorte d'étendard de l'opposition au national-socialisme.

La question de savoir si le séjour sur le front de l'Est et le contact avec la culture russe ont influencé les actions de résistance à partir de l'automne 1942, et notamment la rédaction des deux derniers tracts, mérite d'être posée. Les chercheurs s'accordent en effet pour dire que le retour du front marque le début de la deuxième phase de l'histoire du groupe, les étudiants cherchant alors à élargir le nombre de personnes impliquées dans la diffusion des tracts³. Cette question s'inscrit par ailleurs dans une récente polémique qui oppose Johannes Tuchel, directeur du Mémorial de la résistance à Berlin, à Detlef Bald, un chercheur allemand qui a publié en 2003 un ouvrage sur la Rose Blanche : *Die Weiße Rose. Von dem Front in den Widerstand*⁴. Ce dernier défend la thèse que c'est essentiellement l'expérience du front qui provoque la radicalisation du groupe à partir de l'hiver 1942-1943. Or si cette conclusion ne paraît pas injustifiée, Bald commet des erreurs méthodologiques pour y parvenir.

Comme Graf le remarque lui-même, le séjour sur le front lors de l'été 1942 s'apparente finalement à un voyage, comparable à ceux qu'entreprenaient les jeunesses ligueuses. Les étudiants se comportent en effet comme des voyageurs manifestant de la curiosité pour le pays visité, ses habitants, ses coutumes et sa culture. On peut même considérer que leurs écrits, le carnet de guerre pour Graf et la correspondance pour Scholl, relèvent plus de la littérature du voyage, généralement révélatrice d'une époque de paix, que de la littérature de guerre.

¹ W. Graf, *Briefe und Aufzeichnungen*, Fischer, 1984, 344 p.

² H. und S. Scholl, *Briefe und Aufzeichnungen*, Fischer, 1984, 367 p.

³ Cf. C. Moll, „Die Weiße Rose“, in: P. Steinbach, J. Tuchel, *Der Widerstand gegen den Nationalsozialismus 1933-1945*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 1994, p. 449.

⁴ D. Bald, *Die Weiße Rose. Von dem Front in den Widerstand*, Berlin, Aufbau-Verlag, 2003, p. 203.

Discussion :

Les deux discutants ont soulevé la question de la représentativité des témoignages des soldats Graf et Scholl, en raison du caractère atypique tant de leur statut sur le front (médecins de camp) que de leurs personnalités (dont témoigne leur destin). Hélène Camarade a souligné que l'extrême hétérogénéité des profils de soldats comme de résistants interdit effectivement toute généralisation.

Une partie importante de la discussion a été consacrée à l'image de la Russie. Après s'être interrogé sur la possibilité de déterminer avec précision une image de la Russie qui serait celle « des » soldats, « des » résistants ou encore « des » SS, Bernd Wegner a insisté sur l'ambivalence attachée, en Allemagne, à la représentation de ce pays et a rappelé l'existence d'une longue tradition véhiculant l'image positive d'une nation et d'une culture russes romantiques et idéalisées. Fritz Taubert a relevé à cet égard l'influence considérable exercée par le prisme littéraire de Dostoïevski sur le regard porté par Scholl et Graf sur la Russie. Les deux discutants se sont également dits frappés par l'absence manifeste, dans les témoignages de W. Graf et H. Scholl, de référence à la Russie en tant que système politique et au bolchevisme. Anne-Marie Saint-Gille a par ailleurs rappelé les origines idéologiques du groupe de la Rose Blanche, largement influencé par la *Kulturkritik*.

Sur le plan méthodologique, Bernd Wegner est revenu sur la *Feldpostbriefforschung*, qui a connu, notamment en Allemagne, un développement important depuis les années 1980. Il a mis en garde contre les écueils méthodologiques dans le traitement de ce type de sources et a invité à la prudence dans l'analyse des lettres envoyées par des soldats depuis le front. Il a notamment insisté sur l'indispensable contextualisation de ces témoignages : où et quand ont-ils été rédigés ? Dans quelles circonstances ? Quel est le rôle de la censure, voire de l'auto-censure ? Est-il possible de constater une évolution sur une série de lettres ? Renvoyant aux travaux de Klaus Latzel, il a encouragé à différencier écrits « typiques » (au sens statistique) et écrits « caractéristiques ».

Les deux discutants sont également revenus sur la question de l'expérience de la guerre comme (première) expérience du « voyage » et de l'étranger pour de nombreux jeunes. Fritz Taubert a rapproché cette idée du voyage, et notamment le terme de *Fahrt*, de la culture du scoutisme et des ligues de jeunesse (*Jugendbünde*), en rappelant l'importance du rapport à la nature.

La discussion a également permis de signaler la parution de la thèse de doctorat d'Hélène Camarade aux éditions Presses Universitaire Le Mirail Toulouse, sous le titre *L'écriture de la résistance. Le journal intime sous le Troisième Reich*.

Le second exposé de la journée, présenté par Sylvie Wüstefeld portait sur « **Le principe de la « gestion autonome ». Politique municipale et opposition au régime national-socialiste, à l'exemple des maires de Leipzig, Stuttgart et Hanovre (Carl Friedrich Goerdeler, Karl Strölin et Arthur Menge).** »

Résumé de l'intervention :

S'interroger sur « la survivance des éléments de culture de paix en temps de guerre » dans les milieux de la politique municipale allemande à l'époque nationale-socialiste amène nécessairement à étudier la place que les nationaux-socialistes accordent à la « gestion autonome ». Il s'agit là d'un principe clef dans l'histoire de la gestion municipale de l'Allemagne qui prône l'autonomie des communes et l'implication des citoyens dans les affaires de la politique municipale. Déjà le terme de « gestion autonome » semble être en contradiction évidente avec un système totalitaire tel que l'était le régime hitlérien. De plus, les écrits nationaux-socialistes ne montrent que peu d'intérêt pour les questions de politique municipale. Pourtant, le principe de « gestion autonome » se voit inscrit dans la loi sur l'organisation des communes de 1935. L'on peut donc se demander quelle importance il a pour les responsables de politique municipale de l'époque, plus particulièrement pour les maires susceptibles de l'incarner au niveau de la commune, quelles modifications il subit sous le régime national-socialiste et dans quelle mesure ses éventuelles modifications amènent les maires à faire preuve d'une attitude d'opposition pour préserver cet « élément de culture de paix » plus précisément pendant la période de la Seconde Guerre mondiale qui connaît la multiplication des autorités dotées de pouvoirs exceptionnels.

Notre étude s'appuie sur l'exemple des maires de Leipzig, Stuttgart et Hanovre (Carl Friedrich Goerdeler, Karl Strölin et Arthur Menge). Ces trois maires participent, dans un premier temps, activement à la réorganisation de la politique municipale sous le régime national-socialiste avant de s'engager, certes à échelle différente, dans l'action du 20 juillet 1944. Des exemples de leur travail au quotidien permettent de comprendre l'attachement au principe de la « gestion autonome » et la difficulté croissante de s'affirmer face à un parti national-socialiste de plus en plus envahissant. Par ailleurs, ils montrent dans quelle mesure et par quels moyens il était possible d'entraver l'application de mesures prises par le régime hitlérien. Pour compléter cette analyse, nous étudierons également l'attitude d'autres acteurs de la politique municipale. Les actes des réunions entre maires témoignent, par exemple, d'une attitude de plus en plus critique vis-à-vis du régime national-socialiste suite aux interventions incessantes d'instances du NSDAP dans les affaires de la politique municipale. Ils font également apparaître que pendant la période de la Seconde Guerre mondiale les mairies regagnent en autonomie, par exemple, dans le contexte de la gestion des moyens liés aux dégâts causés par les bombardements.

Ce mécontentement généralisé des maires qui perdent de plus en plus de leur autonomie au profit d'une administration parallèle du parti national-socialiste se traduit pour le cas de Goerdeler, Strölin et Menge par une attitude d'opposition au pouvoir en place. Dans un premier temps, ils cessent de collaborer avec l'État et avec le parti national-socialiste sur certains dossiers avant de s'engager véritablement dans une action d'opposition. Le rôle de Goerdeler dans l'action du 20 juillet 1944 a déjà été établi par la recherche. Il a notamment écrit plusieurs mémoires sur l'Allemagne d'après la chute du régime national-socialiste qui mettent en évidence l'importance du principe de la « gestion autonome » qu'il n'est pas le seul à défendre. Des prises de position similaires se trouvent, par exemple, dans les écrits du conte Fritz von der Schulenburg. Karl Strölin a été chargé par Goerdeler d'établir le contact avec le général Rommel et il aurait participé à l'élaboration de certains mémoires de Goerdeler. Arthur Menge figure sur les listes des responsables du gouvernement provisoire censé être investi après l'élimination d'Hitler. L'on peut, dans ce contexte, s'interroger sur le terme d'opposition, car l'implication des trois maires dans l'action du 20 juillet 1944 était très différente, Goerdeler représentant un élément fédérateur et aussi moteur. Il existe néanmoins un lien fort entre la politique municipale, plus particulièrement entre le principe de la

« gestion autonome » et le mouvement du 20 juillet 1944 qui se retrouve dans les projets constitutionnels du groupe.

Il résulte de notre étude que l'abolition du principe de la « gestion autonome » et l'augmentation de l'intervention de l'État et du parti national-socialiste génèrent une attitude critique des maires vis-à-vis du national-socialisme qui aboutit à des efforts pour préserver cet « élément de paix » menant jusqu'à des actes d'opposition au régime national-socialiste.

Discussion :

Bernd Wegner a tout d'abord souligné que la prise de pouvoir national-socialiste ne pouvait être considérée comme une révolution, étant donné qu'elle n'a pas supprimé de façon radicale les structures politiques préalablement en place, mais qu'elle s'est contentée de superposer une deuxième structure aux structures déjà en place. Il est donc extrêmement intéressant de faire un travail de fond au niveau de la structure des communes.

Bernd Wegner a également souligné qu'il convient d'accorder à Strölin une place à part dans le groupe de ces trois maires, étant donné qu'il est membre du parti national-socialiste et remplace le maire précédent ainsi qu'une partie du conseil municipal en 1933 sans organiser de nouvelles élections. Ne faut-il pas voir dans son refus d'intégrer des membres de longue date du parti national-socialiste dans son administration municipale un désir d'efficacité de son administration plutôt qu'une prise de position en faveur de la gestion autonome des communes ?

Bernd Wegner a ensuite précisé que la position du maire d'une grande ville ne s'accordait pas bien avec la hiérarchie du *Führerprinzip*, étant donné que ces maires n'avaient pas seulement une position très forte vers le bas, mais également vers le haut de la hiérarchie, ce qui est contraire au *Führerprinzip*, structuré uniquement du haut vers le bas.

Les différents niveaux de résistance ont ensuite été évoqués, allant de l'aporie à l'opposition (qui peut être immanente au système) au refus et à la résistance.

Fritz Taubert a également noté qu'il est intéressant que ces maires fassent directement référence au Freiherr vom Stein qui a pourtant développé ses idées dans une situation d'occupation napoléonienne. Se pose donc la question s'il s'agit ici d'une prise de position idéologique.

D'un point de vue méthodologique, les deux discutants ont soulevé la question de la représentativité de ces trois maires. Étant donné que tous trois se trouvaient en conflit avec le régime sur la question de la gestion autonome, il serait utile de comparer leurs cas avec ceux d'autres maires afin de tenter de voir à quel point cette expérience est généralisable. Il serait bon de faire référence à des maires nationaux-socialistes qui ont rencontré des problèmes similaires. Sylvie Wüstefeld a précisé que son étude comprenait également l'analyse des comptes rendus des réunions des maires des principales villes allemandes afin de procéder à des comparaisons. Il semble s'avérer d'après ces documents que les autres maires avaient des difficultés comparables aux trois choisis pour cette présentation.

Fritz Taubert a finalement suggéré qu'il conviendrait également de préciser par quel type de *Städteordnung* les villes en question étaient gouvernées. S'agit-il de la réglementation

prussienne ? Et, par conséquent, quel type d'autonomie communale ces villes défendaient-elles précisément ?

Au cours de la première intervention de l'après-midi, Franz Kuhn (Paris IV-Sorbonne) a évoqué la question « **Les 'Antifascistes' allemands dans la Résistance française. La mémoire des résistants allemands en tant qu'élément de la culture politique est-allemande.** »

Résumé de l'intervention :

En RDA, le travail portant sur la mémoire communiste a toujours été utilisé à des fins politiques précises, et ce tant au niveau de la politique intérieure que de la politique « étrangère » : de fait, il s'agissait pour l'appareil étatique de se distinguer de la RFA, qu'il jugeait par trop réactionnaire et fasciste. Pour ce faire, il insistait sur les valeurs de ses propres fondements considérés comme éminemment antifascistes. Ceux-ci devaient, entre autres, lui permettre de légitimer son existence comme deuxième état allemand. C'est à ce titre qu'il faut à présent considérer l'intérêt que portait la RDA à la Résistance des communistes allemands pendant la Seconde Guerre mondiale : elle lui permettait de s'inscrire dans ce sillage idéologique.

L'historiographie de la RDA devint ainsi un instrument politico-idéologique au service de la raison d'état. Tout porte donc à penser que cette même historiographie exploitait amplement la participation des communistes allemands à la Résistance française⁵.

Toutefois, on peut constater qu'il faut attendre les années 70 avant qu'une première publication au sujet des résistants allemands en France voie le jour en RDA.⁶ Ceci est d'autant plus étonnant qu'il existait bel et bien un projet de publication à ce propos à partir des années 50. En effet, dans les archives SAPMO⁷, qui se trouvent aujourd'hui dans les archives nationales de Berlin (Bundesarchiv), on retrouve les traces d'un projet historiographique lancé par l'Institut marxiste-léniniste (IML). Il remonte à la fin des années 50. En janvier 1957, l'IML signa, par ailleurs, un contrat de recherche avec Edith Zorn⁸ pour l'élaboration d'une description scientifique du projet qui portait le titre suivant :

« *Sur le travail des camarades allemands dans la Résistance française de septembre 1939 à 1945* »⁹

L'objectif de cette recherche était dès le début la publication d'une monographie (sous la direction de Zorn) qui devait aboutir dans un délai d'un an. Dans ce premier contrat, un

⁵ Un court résumé de l'histoire des « Antifascistes allemands en France » se trouve en annexe, p.6.

⁶ Cf. Pech, Karlheinz : *An der Seite der Résistance. Zum Kampf der Bewegung « Freies Deutschland » für den Westen in Frankreich (1943-1945)*, Militärverlag der Deutschen Demokratischen Republik, Berlin-Est, 1974 ; Schaul, Dora (éd.): *Résistance. Erinnerungen deutscher Antifaschisten*, Dietz Verlag, Berlin-Est, 1973.

⁷ SAPMO = Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR (abréviation : BArch/SAPMO)

⁸ Edith Zorn n'était pas historienne de métier, mais elle avait été elle-même résistante au sein de la Résistance française; ceci la prédestinait à ce travail.

⁹ BArch/SAPMO, Redaktionsunterlagen, SgY30/1400/16, p. 1. Le titre de ce travail en allemand : « Über die Arbeit der deutschen Genossen in der französischen Widerstandsbewegung vom September 1939 bis 1945 ».

manuscrit était déjà prévu pour le début du troisième trimestre de l'année 1957. Pourtant, il ne fut donné aucune suite à cette publication. Le contrat entre l'IML et Zorn fut ensuite prolongé à plusieurs reprises. Jusqu'à sa mort en 1967, Zorn recueillit plus de 200 témoignages donnés par des personnes susceptibles d'avoir contribué à la Résistance française.

Ce projet lancé par l'IML ainsi que le riche fonds que constituent les témoignages est à l'origine de ma recherche. L'objectif étant d'en dégager une analyse à partir des trois approches suivantes :

1) Le grand nombre des témoignages permet de réaliser une analyse quantitative des participants allemands à la Résistance française. En effet, on parle aujourd'hui d'environ un millions de résistants allemands au sein de la Résistance française.¹⁰ Une étude sur le milieu social et politique de ces 220 participants permet d'ores et déjà d'obtenir des résultats quant à leur cheminement au sein de la Résistance, à leur engagement ainsi qu'à leurs motivations.

2) Le contexte politico-historique de la RDA dans les années 50 et 60 est, en outre, apparu comme particulièrement significatif dans la mesure où lesdits témoignages ont vu le jour dans le cadre d'un projet de recherche mené par l'IML. Or, l'historiographie est-allemande était en passe, à ce moment-là, de devenir un instrument servant à la classe politique pour légitimer, dans un esprit marxiste-léniniste, d'une part, son existence et, d'autre part, le leadership communiste. Au vu de ces éléments, on peut donc soulever la question de savoir si, dans le cadre de l'historiographie de ce pays, certains buts précis étaient poursuivis. En d'autres termes: les sources historiques servaient-elles une cause déterminée ? Cette cause a-t-elle guidé, de quelque manière que ce fût, l'élaboration et les déclarations faites dans les témoignages ?

3) Dans ce contexte, il s'est de plus avéré déterminant de s'interroger sur les faits suivants : alors qu'une publication fondamentale était, comme nous l'avons déjà indiqué, prévue pour la fin des années 50 au sein de l'IML sous la direction d'Edith Zorn, elle n'a pas vu le jour ; exception faite de quelques articles édités dans des périodiques historiques est-allemands.¹¹ C'est seulement au milieu des années 70 qu'un ouvrage majeur a paru.¹² Aussi doit-on souligner que seule une portion congrue a été accordée aux « Antifascistes allemands dans la Résistance française » dans les ouvrages historiques de référence en RDA. Quelle est donc la raison pour laquelle ce projet a été réalisé aussi tardivement ? En d'autres termes, cette période de l'histoire a-t-elle été occultée pour des raisons politiques en RDA ?

¹⁰ Ces chiffres sont approximatifs. Cf. Pech, Karlheinz: *op. cit.*, p. 166; Mehringer, Hartmut / Schneider, Dieter Marc: « Deutsche in der europäischen Résistance ». In : Löwenthal, Richard / von zur Mühlen, Patrick (éd.): *Widerstand und Verweigerung in Deutschland 1933 bis 1945*, Berlin 1982, p. 269 ; Mallman, Klaus-Michael : « Frankreichs fremde Patrioten. Deutsche in der Résistance ». In : *Exilforschung* n°15 (1997), p. 37.

¹¹ Cf. Zorn, Edith: « Einige Aspekte der Teilnahme deutscher Spanienkämpfer am antifaschistischen Widerstandskampf in Frankreich 1940 bis 1945 ». In : *Interbrigadisten. Der Kampf deutscher Kommunisten und anderer Antifaschisten im national-revolutionären Krieg des spanischen Volkes 1936-1939*, Berlin-Est, 1966, p. 427-489; Zorn, Edith: « Zeugnisse der illegalen Wehrmachtspropaganda deutscher Antifaschisten und der Bewegung 'Freies Deutschland' für den Westen aus den Jahren 1943 und 1944 in Frankreich ». In: *Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung* n°5 (1963), p. 970-983; Zorn, Edith: « Einige neue Forschungsergebnisse zur Tätigkeit deutscher Antifaschisten, die an der Seite der französischen Résistance kämpften ». In: *Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung* n°7 (1965), p. 298-314; Zorn, Edith / Kraushaar, Luise: « Die führende Rolle der KPD-Organisation bei der Teilnahme deutscher Antifaschisten am Widerstandskampf des französischen Volkes und bei der Schaffung der Bewegung 'Freies Deutschland' für den Westen ». In : *Der deutsche Imperialismus und der zweite Weltkrieg*, Berlin-Est, 1961, p. 465-488.

¹² Cf. Pech, Karlheinz: *op. cit.*

Premier champ de recherche : le profil des résistants allemands en France

Suite à la création de catégories types, il m'a été possible de mener une analyse quantitative, puis de comparer les différents destins de plus de 90 témoins. De fait, les convergences et divergences qui existent quant à leur milieu, leur profil politico-social, leurs motivations et, enfin, quant aux différentes voies qui les ont menés à la Résistance, ont ensuite pu être mises en lumière. Il s'est, de surcroît, avéré particulièrement fructueux de mettre en parallèle ces premiers résultats avec des données issues d'autres recherches comme celles de Klaus-Michael Mallmann.¹³ Ainsi, de deux panels différents ressortirent bientôt certains points communs relatifs au profil et au milieu des témoins.

Deuxième champ: Les témoignages et leur valeur historique

Dans ce deuxième champ de recherche, je me consacre plus concrètement à la « valeur historique » des témoignages recueillis. Cette entreprise s'impose d'autant plus qu'il s'agit de résultats obtenus dans un état socialiste et autoritaire qui aspirait à une légitimation étatique en se référant, à cet effet, à son passé et à ses racines antifascistes.

De quelle manière a-t-on alors pu intervenir au niveau de la réflexion des témoins et de leurs déclarations dans les rapports ? Quelle influence exerçaient Zorn ou les responsables de l'IML sur les témoins ? Dans quelle mesure les témoins osaient-ils présenter leur propre vision des choses ou répondaient-ils simplement aux attentes des autorités ? S'agit-il donc exclusivement des résultats d'une historiographie marxiste-léniniste ou s'agit-il, *a contrario*, de sources pouvant servir, malgré les circonstances dans lesquelles elles ont vu le jour, à une analyse critique et objective?¹⁴

Nous pouvons d'ores et déjà constater une évolution considérable concernant la saisie des témoignages : après une première phase de travail consistant à recueillir de manière plus ou moins libre et peu systématique, cette procédure s'est systématisée.¹⁵ Des attentes officielles ont été communiquées aux témoins, des questions précises ont été posées et certains rencontres eurent lieu au sein de l'IML dans le but de coordonner les réponses. Il est donc permis d'en conclure que l'IML supervisa ce travail et exerça par conséquent une influence directe ou indirecte sur le contenu des témoignages.

Au moment où Zorn prit contact avec certains témoins, elle leur communiqua clairement les attentes suivantes:

¹³ Klaus, Michael Mallmann a effectué une analyse quantitative sur 214 Sarrois dans la Résistance. Cf. Mallmann, Klaus-Michael : *op. cit.*, p. 33-65.

¹⁴ Afin de mieux cerner la problématique méthodologique je me suis appuyé dans une recherche américaine des années 70 : Peter Merkel a effectué un travail considérable sur la valeur que peuvent avoir des sources historiques établies dans le cadre d'un état autoritaire. Dans sa recherche, il étudie les témoignages des adhérents de la première heure au parti nazi. Cf. Merkl, Peter : *Political violence under the Swastika. 581 early Nazis*, Univ. Press, Princeton, NJ, 1975.

¹⁵ Dans un premier temps, Zorn a contacté les personnes qu'elle connaissait ainsi que les hauts dignitaires du parti et leur a demandé de décrire leur participation à la Résistance. A partir de ces premières contributions, le nombre des personnes susceptibles d'avoir participé à la Résistance a considérablement augmenté.

« Nous allons non seulement décrire le travail proprement dit dans la Résistance, comme par exemple l'action politique exercée au sein des troupes d'occupation, l'activité de transmission des informations et la participation au Maquis, mais aussi aborder les questions du travail allemand dans le parti (les informations et conseils politiques, les actions de solidarité visant les personnes internées et incarcérées, les formes d'organisations illégales) ainsi que l'activité mise en place à la fin de l'année 43 dans le cadre du mouvement : 'Allemagne Libre pour l'Ouest'.

Le compte rendu de l'activité des camarades dans les camps d'internement, dans les compagnies de prestations, etc. nous paraît, en outre, nécessaire.

L'expérience de grande solidarité internationale vécue par les camarades français et par de grandes parties de la population, ainsi que l'expérience de coopération avec les camarades d'autres nations dans le cadre de la Résistance revêtent une importance majeure. »¹⁶

Il n'est donc guère étonnant que soit souligné dans de nombreux témoignages l'internationalisme et la solidarité qui existait entre les partis communistes en France occupée.

En revanche, Zorn invita parfois (et non systématiquement) les témoins à évoquer également certains points faibles. Elle stipula qu'un des objectifs était de révéler les « erreurs commises pendant l'émigration communiste en France ». ¹⁷ En effet, on trouve dans plusieurs témoignages des critiques émises par rapport à l'organisation clandestine du parti communiste allemand en France. Il est donc possible, à partir de ces témoignages critiques, de reconstruire ce que nous désignerons comme des « tâches noires » de l'activité clandestine du KPD en France. Il s'agit particulièrement de la période entre 1939 et 1941, qui correspond au moment où le pacte germano-soviétique mit un terme à l'internationalisme et à la solidarité communiste.

Troisième champ de recherche: Le non-achèvement de la publication de Zorn

Afin de prendre en considération toutes les causes qui peuvent être à l'origine du non-achèvement de la publication de Zorn, il peut se révéler une fois de plus fructueux de replacer ce projet dans le contexte des années 50.

Les années 50 furent fortement marquées par les purges staliniennes dans le bloc communiste. On soupçonna certains communistes qui, pendant la Seconde Guerre mondiale avaient choisi l'exil en Europe occidentale ou en Amérique, d'être des « agents occidentaux ». En RDA, le SED prépara, en suivant l'exemple des autres pays communistes, un grand procès stalinien. Dans ce contexte, plusieurs personnes furent écartées du pouvoir ou disparurent tout simplement. Sans nul doute, Franz Dahlem peut être considéré comme un personnage emblématique de cette époque : il dirigea l'émigration et l'action clandestine du KPD en France durant les années 30 et devint après la guerre le deuxième homme après Ulbricht. En 1953, il a été forcé de quitter ses fonctions. Le grand procès n'a finalement pas eu lieu en RDA et certaines personnes comme Dahlem ont été réhabilitées sans pour autant retrouver leur influence politique.

Il semble évident que ces événements eurent des impacts politiques sur l'historiographie concernant l'émigration des communistes allemands en France. En effet, la critique qui a ensuite été formulée dans plusieurs témoignages à l'encontre de certaines

¹⁶ Barch/SAPMO SgY/30/1400/20, p. 266 et suiv. ; traduction par nos soins.

¹⁷ Barch/SAPMO SgY/30/1400/16, p. 21 et suiv.

personnes ou de certains groupes a permis de tirer cette conclusion ; souvent, des critiques ont été émises envers des personnes accusées dans le contexte des purges staliniennes.

Pourtant, en 1957, la revalorisation de la partie occidentale de la Résistance communiste allemande semblait être à l'ordre du jour. Il paraît donc logique que le projet, en soi, n'ait été lancé qu'en 1957, c'est-à-dire après la réhabilitation des personnes accusées au cours des purges staliniennes.¹⁸

Quelles furent donc finalement les raisons qui sont à l'origine de l'échec de cette publication par Zorn ?

Premièrement, il existait certains différends entre Zorn et l'IML¹⁹. Zorn accordait beaucoup d'importance à la période de l'exil et du travail clandestin des antifascistes allemands en France avant 1943, ce qui ne convenait guère à l'IML : les faiblesses de la résistance communiste allemande auraient alors été rendues manifestes. L'IML préférait que ce sujet soit traité en mettant l'accent sur la période de 1943-45 seulement, pour éviter les « taches noires » de l'action antifasciste allemande en France.²⁰

Deuxièmement, une caractéristique déterminante pourrait être, dans ce contexte, la discorde attisée à l'intérieur même du SED quant au partage du pouvoir. Après être arrivé à la tête du SED, Walter Ulbricht consolida son rôle de leader en se débarrassant de ses concurrents, dont Franz Dahlem. Ce dernier a déjà été admonesté, suite aux décisions qu'il avait prises en septembre 1939, par la direction du KPD exilée à Moscou, et ce sous la « présidence » de Walter Ulbricht.²¹

Pour le partisan de l'orientation stalinienne qu'était Ulbricht, les purges représentaient un moyen idéal pour évincer Dahlem et renforcer sa position à la tête du SED.²²

Il n'a cependant pas encore été établi qu'Ulbricht a lui-même fait entrave à la publication d'un ouvrage sur l'exil et le travail des communistes allemands en France ; son but aurait alors été de ne pas faire apparaître le nom de Dahlem dans « l'histoire du mouvement ouvrier ». Ou bien l'IML a-t-il cherché à ne pas discréditer Ulbricht en évoquant cet épisode de l'histoire « antifasciste » allemand en France ?

On peut étayer cette hypothèse si l'on prend en compte le fait qu'après la destitution d'Ulbricht, la rédaction de livres sur l'exil et la résistance communistes en France a été entreprise à une plus grande échelle: en 1974, Karheinz Pech, publia sa monographie *An der Seite der Résistance. Zum Kampf der Bewegung « Freies Deutschland » für den Westen in Frankreich (1943-1945)*. Il est évident que le titre choisi montre à quel point Pech prend en

¹⁸ Cf. Mallman, Klaus-Michael : *op. cit.*, p. 36.

¹⁹ Un premier constat est d'ores et déjà possible. Il y avait, en effet, des différends purement organisationnels. Edith Zorn aspirait dès le début de son engagement scientifique à un encadrement officiel au sein de l'IML – chose qui lui a toujours été refusée. Deuxièmement, Zorn se vit de plus en plus entourée de « spécialistes » de la matière qui avaient leur mot à dire. Ainsi l'IML exerça une influence sur le travail de Zorn sans pour autant lui retirer le sujet.

²⁰ Cf. BArch/SAPMO, SgY30/1400/16, p.91.

²¹ Cf. Vormeier, Barbara: « Les femmes allemandes dans la Résistance française ». In : *op. cit.*, p. 229 et suiv. ; Bayerlein, Bernhard (éd.) entre autres : *Moscou-Paris-Berlin. Télégrammes chiffrés du Komintern (1939-1941)*, loc. cit., p. 559 et suiv.

²² Cf. Weber, Hermann : *Die DDR 1945 – 1990*, Oldenburg, Munich 1993, p. 183.

considération les préoccupations et priorités politico-historiques de l'IML, car il a traité avant tout la période de 1943 à 1945.²³

Discussion :

La question de la valeur des témoignages rétrospectifs rassemblés par Edith Zorn a été abordée par les deux discutants sous différents aspects : cette dernière n'ayant pas de formation d'historienne, se pose le problème de son aptitude à analyser et évaluer les témoignages, et avant tout de savoir précisément comment elle a procédé pour obtenir de tels témoignages. Se pose également le problème de la valeur de témoignages donnés uniquement par des communistes et surtout celui, central, de savoir où débute l'appartenance aux mouvements de résistance : le cas de membres de la Wehrmacht ayant activement travaillé pour la Résistance a notamment été évoqué.

Fritz Taubert a développé la dimension historiographique de cette thèse qui analyse comment a pu s'effectuer l'écriture de l'histoire en RDA, et des problèmes qui résultent de cette approche. Ont été abordés des aspects comme la valeur des éléments critiques à l'égard des directives communistes pendant la guerre contenus dans les témoignages et leurs limites, la prise en compte de l'idéologie commune aux témoins, le rapport de force conflictuel entre Dahlem et Ulbricht au moment où naît le projet, ou encore la question du commanditaire réel de l'ouvrage de Zorn.

Hélène Camarade a également cité deux historiens, spécialistes en historiographie de la RDA, et notamment de la question de l'antifascisme, Annette Leo et Jürgen Daniel.

Bernd Wegner a également introduit dans la discussion des remarques d'ordre méthodologique, souhaitant en premier lieu obtenir une définition plus précise de l'orientation première de la thèse : s'agit-il d'écrire une page de la Seconde Guerre mondiale concernant la Résistance ou bien une page de l'histoire de la RDA ? Le danger d'un travail trop descriptif a également été évoqué.

Le dernier exposé de la journée a été présenté par Patrice Arnaud (docteur en histoire contemporaine, Université Paris I). Il a porté sur le sujet de « **L'appréhension de la population civile allemande par les requis pour le travail obligatoire dans le Reich : de l'atténuation de l'image de l'ennemi à la réconciliation franco-allemande** ».

Résumé de l'intervention :

La question des relations quotidiennes entre les travailleurs civils français dans le Reich et la population civile qui a été peu prise en compte par l'historiographie allemande du travail forcé. En s'intéressant surtout aux travailleurs slaves, soumis à de fortes

²³ Cf. Mallman, Klaus-Michael : *op. cit.*, p.37.

discriminations, l'histoire de la réquisition a négligé la nature des liens établis au travail, ou, même, à l'extérieur, dans les espaces publics. Les clivages de nationalité furent-ils déterminants ou une forme de sympathie a-t-elle fini par émerger, permettant aux Français de nuancer fortement leur image de l'Allemand, bien différente de celle du soldat d'Occupation qu'ils importaient de France ?

À leur arrivée dans les usines, les Français ont parfois l'impression d'être des intrus dévisagés avec méfiance. La peur des ouvriers allemands d'être remplacés explique, en partie, ces réactions de même que l'incompréhension linguistique et le clivage entre ouvriers qualifiés et les requis extérieurs au monde de l'usine accroissent les tensions. Les mauvaises nouvelles du front auraient aussi, localement, aigri les esprits, faisant parfois des étrangers des boucs émissaires idéaux. La xénophobie serait plus fréquente chez les jeunes, davantage modelés par la propagande nazie, même si les jeunes filles, ébaucheraient parfois avec les Français des discussions amicales, voire des tentatives de flirts. La rudesse des conditions de travail et de sociabilité dans l'industrie impose aux derniers arrivés de faire la preuve de leur capacité à s'intégrer, notamment par le biais de défis. Cette insertion est rendue plus difficile, entre 1942 et 1945, avec l'arrivée massive d'étrangers et la perte de cohésion interne de la main-d'œuvre allemande. Cette volonté d'éprouver l'autre sur le plan physique prend tout son sens au travail. Dans la hiérarchie de l'usine, fondée sur la race et le rendement supposé, les Français, majoritairement ouvriers, étaient assez bien considérés²⁴. Par ailleurs, le prestige de la capitale et l'estime dans laquelle les anciens combattants de 1914-1918, tenaient les soldats français, permirent, souvent, aux requis d'échapper aux manifestations d'hostilité. Même les gestes d'affrontement entre groupes nationaux, comme le fait que les Français pouvaient provoquer leurs homologues allemands, en les bousculant ostensiblement dans les escaliers²⁵, peut être appréhendé, selon Wolfgang Kaschuba, comme un moyen de résoudre la concurrence et les conflits au sein du groupe²⁶.

Dans les relations de travail, la nationalité n'est pas vraiment un facteur discriminant et c'est souvent, au contraire, la correction dans le travail et la conformité avec les codes bien établis dans la sociabilité ouvrière qui dicte la qualité des relations individuelles. Les requis intellectuels, étrangers à l'usine, découvrent, avec stupeur, « quels liens peuvent se former entre les hommes dans une équipe de travailleurs ». Des relations, très cordiales s'établissent entre des requis français et leurs collègues allemands qui s'appuient sur des sympathies individuelles ou des points communs inattendus. Toutefois, cette communion dans le travail fragile et un geste maladroit ou une rupture du rythme peuvent la remettre en cause. Néanmoins, les exemples de heurts entre Français et Allemands sont rares et résultent souvent d'une friction au travail, aussi bien dans les récits que les archives judiciaires qui ne conservent que deux cas de heurts au travail, où les Français sont à l'origine de la dispute.

L'autonomie ouvrière s'appuie aussi sur une solidarité à l'égard du personnel d'encadrement afin de dissimuler les infractions quotidiennes, mais la cohésion entre collègues n'est pas sans faille. Différents exemples tirés des dossiers de la Gestapo permettent de comprendre que les relations dépendent étroitement du contexte local. Là où les Français

²⁴ "Dabei befanden sich diejenigen Ausländer, die [...] eine hohe berufliche Qualifikation verfügten, in der Regel in einer besseren Ausgangsposition.", B. Hopmann/M. Spoerer, *Zwangsarbeit bei Daimler-Benz*, Stuttgart, Franz Steiner, 1994, p. 276.

²⁵ Eugène Lemarchand, « Souvenirs de guerre d'un STO, mai 1943 - août 1945 », *Provence-Maine*, t 12, fascicule 48, 1983, p. 435.

²⁶ Wolfgang Kaschuba « Culture populaire et culture ouvrière », in Alf Lüdtke, *Histoire du quotidien*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1994, p. 196.

sont bien intégrés, la solidarité face à la maîtrise joue, ce qui n'est plus le cas, quand il existe des antagonismes. Enfin, les différences d'âge peuvent influencer sur la nature des relations. Des Allemands se comportent presque paternellement avec des Français qui ont l'âge d'être leurs enfants, ou leurs petits-enfants. Inversement, de très jeunes Allemands sont parfois « adoptés » par des Français, qui jouent, pour eux, le rôle de « grands frères », comme au camp de la *Luftwaffe* de Neukuhren. L'État national-socialiste s'inquiète rapidement des trop bonnes relations de travail entre collègues, comme en témoigne le rapport du SD, du 1^{er} avril 1943.

Eine brauchbare Zusammenarbeit auf kameradschaftlicher Basis habe sich zwischen den deutschen und französischen Arbeitern ergeben. In [dieser] Tatsache sei auch der Grund der teilweise zu starken Annäherung und der damit verbundenen volkstumsmäßigen Gefahren zu erblicken²⁷.

L'échange de services permet aux requis de renforcer leurs relations de camaraderie avec leurs collègues allemands, notamment dans l'échange de tabac, dont la diminution était fortement ressentie par les Allemands, contre de la nourriture, dont souffraient davantage les Français dans les camps. Les dons aux étrangers étaient rares et mal vus par les compatriotes allemands, mais n'en existaient pas moins. Le plus fréquemment, l'échange prenait la forme du don contre-don, voire passait par des relations marchandes de marché noir. Cette sociabilité de l'échange peut aussi concerner des services. Les « coups de mains » sont d'autant plus importants que le système répressif est sévère. Toute défaillance individuelle comporte un risque pour l'équipe, si bien que l'aide ponctuelle garantit la cohésion ouvrière. Si les Français eurent d'assez bonnes relations de travail avec les Allemands, il est rare que celles-ci se poursuivent à l'extérieur. Néanmoins, des camaraderies particulières existaient, qui restaient pudiquement cachées, comme si l'on en avait honte, facilitées par l'hostilité au nazisme ou par la confession catholique.

En dehors du travail, subir, dans les mêmes *Luftschutzkellern*, les bombardements fait évoluer le regard que les Français portent sur la population civile allemande. Si, au début, certains Français se seraient réjoui des destructions occasionnées et des morts parmi la population allemande, beaucoup auraient évolué dans leurs jugements, en s'apercevant que « des grosses usines [...] étaient à peine touchés et que par contre les habitations étaient réduits à des tas de gravats²⁸ ». L'horreur des bombardements augmente la détestation de la guerre. Parfois, la notion d'ennemi se trouble par l'identification de toutes les victimes civiles. Dans les espaces publics, les Français côtoient quotidiennement la population civile allemande et finissent, malgré la prudence de chacun, à se faire une idée de son ralliement, ou non, au nazisme. Suivant les individus et le niveau de maîtrise de la langue, ces jugements ne sont pas toujours cohérents, mais rares sont les requis à défendre l'image d'une population jusqu'au-boutiste. Si tous n'évoquent pas l'opposition croissante de la population civile au nazisme, beaucoup pourraient cautionner ce jugement d'Odette Chambroux, en décalage avec la mémoire longtemps dominante de la Seconde Guerre mondiale, qui vise à nier l'existence d'un « mal allemand ».

Ici, comme en France, je le découvrais chaque jour un peu plus, il y avait la même proportion de braves gens et de salauds. Simplement, c'était une époque et un pays où les salauds étaient au pouvoir et ils avaient le bon droit et la force pour eux²⁹.

²⁷ *Stimmung und Haltung der im Reich eingesetzten französischen Zivilarbeiter*, SD Bericht N° 368 vom 1/4/1943, 58R182.

²⁸ Réponse de M. Gabriel Vasseux à notre questionnaire du 27/8/1998, p. 25.

²⁹ Odette Chambroux, *L'exilée*, Les Monédières, Lucien Souny, 1990, p. 100.

Ceux qui sont les plus sensibles au faible engagement national-socialiste habitent dans la partie méridionale du Reich, notamment en Autriche et en Bavière. En Bavière et en Souabe, les employés de bureau avec lesquels travaillent les élèves-Polytechniciens tournaient constamment en dérision, le salut hitlérien, ajoutant « Schnaps » après le *Heil Hitler* conventionnel l'assimilant ainsi à une commande de comptoir [*drei Liter Schnaps*]³⁰. Même à Hambourg, un requis décrit à sa femme l'affabilité des habitants, ouverts et hostiles au nazisme.

Hamburg évoque les temps passés, l'époque de la paix [...] Par sa situation, Hamburg connut beaucoup d'étrangers et cette vie commune pour ainsi dire rapproche. Une ébauche vers la compréhension des peuples qui en resta là jusqu'au jour où la guerre éclata. Pour nous français il est resté quelque chose du passé, cette sympathie spontanée traduite par mille exemples [...] On parle l'anglais beaucoup et aussi le français plus que dans toute autre ville d'Allemagne³¹.

Certains requis, reçus chez des Allemands hostiles au nazisme ont la surprise de les entendre souhaiter ouvertement la défaite de leur pays.

En conclusion, si la qualité des relations franco-allemandes dans les usines dépend du processus de travail, les Français sont stupéfaits de découvrir une population civile allemande bien différente de ce qu'ils imaginaient et dont ils se plaisent à souligner l'identité avec leurs proches, notamment dans la souffrance. Si les requis ont vécu avec aigreur leur exil forcé, ils l'ont aussi mis à profit pour infléchir, durablement, leur image de la population civile allemande. Aussi n'est-il pas surprenant de trouver, parmi les anciens requis, les plus farouches partisans la construction européenne et de la réconciliation franco-allemande. Sur une trentaine de questionnaires, quasiment aucun requis ne dit s'être opposé à la construction européenne et la plupart évoquent, au contraire, la nécessité de bâtir la paix, pour leurs petits-enfants. On peut aussi évoquer la figure du professeur d'allemand André Laxague, ancien requis à Auschwitz, qui fut à l'origine du premier jumelage de la ville d'Arcachon, dans les années soixante, avec le maire de la ville SPD de Goslar, Helmut Schneider, ancien assesseur d'IG Farben. L'engagement en faveur de la réconciliation franco-allemande, plus favorable que l'opinion publique, des anciens requis, nécessiterait d'être confirmée et il est probable qu'il fut plus affirmé dans les couches intellectuelles touchées par le STO que parmi les ouvriers dont la construction européenne ne constituait pas la principale préoccupation. Cependant, il demeure que l'expatriation a sensiblement infléchi un certain nombre de préjugés, même si la mémoire résistancialiste dominante de l'après-guerre ne lui a guère laissé d'espace pour s'exprimer.

Discussion :

Bernd Wegner a ouvert la discussion en demandant si les nombreux exemples cités pouvaient être généralisés (en les étendant notamment au travail obligatoire dans le domaine de l'agriculture ou des entreprises de taille moyenne) et quels aspects nouveaux ils apportaient par rapport à d'autres travaux réalisés, comme par exemple les écrits d'Ulrich Herbert. Patrice Arnaud a souligné que, par sa démarche qualitative, il démontrait – contrairement aux

³⁰ « Aucune animosité ni méfiance envers les Français ne se manifestait. Mon voisin qui amenait pour la pause une provision de tartines m'en faisait volontiers profiter. Et quand le Letton [...] SA revêtait occasionnellement son uniforme [...] il saluait alors d'un bruyant « Heil Hitler » sous les quolibets de ses collègues qui répondaient : Schnaps ! », J. Raibaud, *Témoins de la fin du III^e Reich - Des Polytechniciens racontent*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 112. [Témoignage d'André Pettelat employé chez Messerschmitt à Augsburg]

³¹ Lettre d'André C à sa femme du 28/6/1944, correspondance aimablement prêtée par M^{me} Darracq.

ouvrages existants – que les comportements ouvriers primaient sur la nationalité, que l’opposition due à la guerre s’affaiblissait et qu’elle ressurgissait seulement quand il y avait mécontentement au travail.

Il a également été souligné que les critiques et la lassitude face à la guerre n’équivalaient pas nécessairement à une opposition au système et que le désir de paix au cours des dernières années de guerre n’était pas forcément une prise de position politique.

Suite à une question de Mme Saint-Gille sur la typologie des témoignages, Monsieur Arnaud a expliqué que différentes positions et attitudes pouvaient effectivement être constatées selon la taille de l’entreprise (solidarité plus visible dans les petites structures) ainsi que selon les motifs de départ des Français (volontariat, relève, STO).

Les conditions de travail furent également ressenties comme plus difficiles par les étudiants, peu habitués à ce type de vie, que par les ouvriers. Pour des raisons évidentes, ce sont également ceux qui sont les plus prolifiques dans l’écriture et dont on dispose du plus grand nombre de témoignages.

La discussion a enfin mis en avant le travail immense réalisé dans le cadre de cette thèse qui compte environ 1700 pages et qui sera publiée prochainement.

*Compte-rendu rédigé par
Nathalie Biwer (Toulouse II), Béatrice Bonniot (Paris IV-Augsbourg),
Ruth Lambertz (Paris IV-Hambourg) et Nicole Leier (Paris IV)*

Les résumés des interventions ont été soumis par les intervenants.